



UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIERE
46, rue des Petites Ecuries
75010 – PARIS
Tél. : 01.44.83.65.55
e-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

RENDEZ-VOUS SALARIAL - Réunion du 25 Juin 2010 -

Fonction Publique : vers un gel des salaires pour 4 ans !

Les Ministres Woerth et Tron avaient convié les organisations syndicales de la Fonction Publique à un rendez-vous salarial ce vendredi 25 juin 2010 à 9 H 30.

Eric Woerth a procédé à une présentation auto-satisfaite de la politique salariale gouvernementale depuis 2008. Il a tenté de nous convaincre d'une hausse significative du pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents publics, ces trois dernières années.

Il nous a confirmé que le gouvernement n'avait toujours pas pris de décision quant à la revalorisation de la valeur du point d'indice de 0,5 % prévue pour le 1^{er} juillet 2010 !

Il a précisé que le gouvernement émettait l'hypothèse d'un gel de la valeur du point d'indice pour 2011, 2012 et 2013 dans un contexte de réduction des finances publiques.

Il nous informe qu'une nouvelle réunion est prévue aux alentours du 1^{er} juillet 2010.

Force Ouvrière et l'ensemble des organisations syndicales ont condamné la méthode et le fond.

En effet, il n'est pas admissible que le gouvernement procède par organisation de «fuites» sur le fait qu'aucune augmentation ne soit à l'ordre du jour y compris les 0,5 % promis pour 2010.

Cette pratique est contraire aux règles élémentaires de dialogue social !

La stagnation du point d'indice à sa valeur actuelle, ce jusqu'en 2013 inclus, provoquerait une chute sans précédent du pouvoir d'achat de tous les personnels. Celle-ci serait en outre encore aggravée par l'augmentation annoncée des cotisations retraites des fonctionnaires.

Une telle perspective est inacceptable ! D'autant qu'elle s'ajoute au projet de réforme des retraites très dure notamment à l'encontre des fonctionnaires.

Force Ouvrière et l'ensemble des organisations syndicales ont affirmé de nouveau que la valeur du point d'indice est l'élément central et prioritaire en matière salariale dans la Fonction Publique.

Les Ministres n'ayant pas apporté de réponses aux demandes concrètes et significatives des syndicats, l'ensemble des représentants a décidé de quitter la séance à 10 H 30.

Les organisations syndicales ont d'ores et déjà prévu de se revoir pour examiner les suites à donner à l'attitude méprisante du gouvernement à l'égard des fonctionnaires et agents publics.

Paris, le 25 Juin 2010